

Les concepts d'épargne et de besoin de financement sont introduits respectivement dans les sections 7 et 9. Cependant, ils sont réintroduits ici dans la section des administrations publiques pour refléter l'importance particulière que ces concepts recouvrent dans la sphère des finances des administrations. L'épargne est typiquement associée au concept de la « Règle d'Or », à savoir que les dépenses courantes des administrations moins les recettes courantes (comme les impôts) devraient se compenser sur la durée d'un cycle économique. La capacité/besoin de financement reflète la position budgétaire après enregistrement des dépenses en capitaux. La capacité de financement signifie que les administrations fournissent des ressources financières aux autres secteurs et le besoin de financement signifie que les administrations nécessitent des ressources financières de la part des autres secteurs.

Il est important de noter dans ce contexte qu'ils ne sont pas nécessairement les mesures budgétaires clés ciblées par les gouvernements, alors même que l'épargne et la capacité/besoin de financement des administrations publiques sont des concepts importants dans le cadre comptable du SCN et fournissent une base pour une saine comparaison internationale. Certains pays par exemple gèrent leurs budgets en utilisant des notions plus larges qui incorporent les positions des entreprises publiques et d'autres se concentrent sur des concepts plus étroits comme l'administration centrale. La Commission européenne utilise le concept de capacité de financement pour surveiller les surplus/déficits budgétaires des administrations avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme.

### Définition

Épargne brute = *revenu disponible moins consommation finale des administrations publiques.*

= *recettes courantes moins dépenses courantes (excepté l'amortissement).*

Besoin de financement = *Épargne brute plus transferts nets de capitaux (à recevoir moins à payer) moins formation brute de capital moins acquisition moins cessions d'actifs non financiers non produits.*

= *Recette totale des administrations publiques moins dépenses totales des administrations publiques.*

= *Acquisitions nettes des actifs financiers moins accroissement net des passifs.*

### Comparabilité

Le plus gros problème affectant la comparabilité entre les pays concerne la portée du secteur des administrations. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux ne sont pas classés dans les administrations mais dans les entreprises publiques, au motif qu'ils facturent des prix de marché au titre de leurs services. Ce point est important puisque les orientations figurant dans le SNC quant à la différenciation entre les unités qui fournissent des produits et services marchands et celles qui fournissent des produits et services non marchands. Dans ce contexte les pays de l'UE ont adopté une règle selon laquelle « la plupart » représente 50 %.

La détermination de l'appartenance à l'État constitue un autre point où il peut arriver que la comparabilité soit affectée. Le SCN prescrit que le « contrôle » soit le facteur déterminant et décrit un certain nombre de critères pouvant être utilisés pour évaluer le respect de cette obligation. Reconnaissant que la question est loin d'être négligeable, il contient une recommandation pratique selon laquelle une règle de 50 % pour la détention d'actions devrait être adoptée. Cela étant, dans la pratique, les pays peuvent toujours choisir d'évaluer la propriété sur la base d'autres critères déterminants.

En général, cependant, la comparabilité des chiffres de la capacité/besoin de financement et de l'épargne pour les pays est très bonne.

En Irlande, en 2010 le gouvernement a procédé à un transfert en capitaux massif vers l'Anglo Irish Bank, l'Irish Nationwide Building Society, et l'EBS Building Society, ce qui a eu un gros impact sur le chiffre du besoin de financement de l'administration publique.

### Source

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

### Base de données en ligne

- OCDE (2011), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

### Pour en savoir plus

- Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.
- Lequiller, F. and D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, OECD Publishing Statistical publications, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- NU, OCDE, IMF, la Banque Mondiale et Eurostat (éd.) (1993 et 2008), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna.asp>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.

## 21. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques

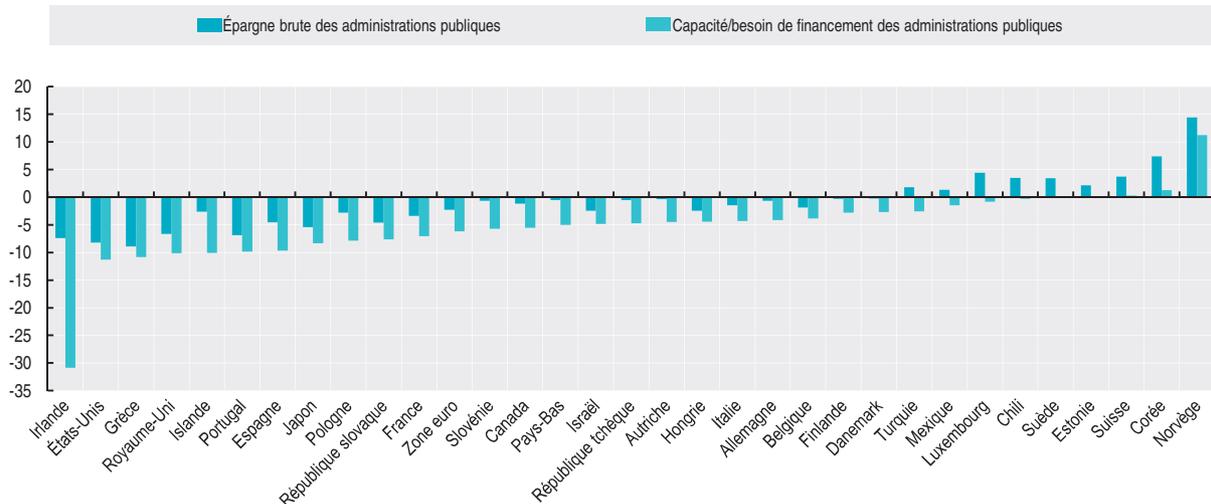
Tableau 21.1. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques  
Pourcentage du PIB

	Épargne brute							Capacité/besoin de financement						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	-0.9	0.7	2.5	2.4	-0.4	-0.7	1.5	-3.3	-1.7	0.2	-0.1	-3.1	-4.1	-0.8
Australie	4.9	4.8	5.1	0.6	-0.3	..	..	1.6	1.3	1.5	-3.2	-5.3	..	..
Autriche	1.3	1.4	2.5	2.3	-0.6	-0.4	0.9	-1.8	-1.7	-1.0	-1.0	-4.1	-4.5	-2.5
Belgique	1.7	2.1	1.9	0.9	-3.0	-1.9	-1.6	-2.6	0.3	-0.1	-1.1	-5.6	-3.9	-3.9
Canada	4.4	4.6	4.5	2.9	-0.9	-1.2	..	1.5	1.6	1.4	-0.4	-4.9	-5.6	..
Chili	..	..	..	8.4	0.1	3.5	..	..	..	..	4.8	-3.9	-0.3	..
Corée	9.8	10.0	10.6	9.4	6.8	7.4	..	3.4	3.9	4.7	3.0	-1.1	1.3	..
Danemark	6.5	6.6	6.5	5.5	-0.6	-0.3	0.6	5.0	5.0	4.8	3.3	-2.8	-2.7	-2.0
Espagne	5.4	6.7	6.8	0.7	-5.3	-4.6	-5.2	1.3	2.4	1.9	-4.5	-11.2	-9.7	-9.4
Estonie	5.3	6.8	7.6	3.2	2.0	2.1	3.4	1.6	2.5	2.4	-2.9	-2.0	0.2	1.2
États-Unis	-0.7	0.2	-0.2	-3.4	-8.2	-8.2	-7.4	-3.2	-2.0	-2.8	-6.4	-11.9	-11.3	-10.1
Finlande	5.2	6.2	7.7	6.7	0.2	-0.3	1.5	2.7	4.1	5.3	4.3	-2.7	-2.8	-0.9
France	0.3	1.3	1.1	0.6	-3.4	-3.4	-1.6	-3.0	-2.4	-2.8	-3.3	-7.6	-7.1	-5.2
Grèce	-2.9	-3.8	-4.3	-6.5	-11.8	-8.9	-8.4	-5.6	-6.0	-6.8	-9.9	-15.6	-10.8	-9.5
Hongrie	-3.2	-4.1	-0.4	-0.2	-1.6	-2.5	-2.4	-7.9	-9.5	-5.1	-3.7	-4.5	-4.5	4.3
Irlande	4.8	6.2	4.2	-1.4	-7.7	-7.4	-6.6	1.7	2.9	0.1	-7.4	-13.9	-30.9	-13.3
Islande	8.7	10.8	10.1	4.6	-5.3	-2.6	-1.8	4.9	6.3	5.4	-13.5	-10.0	-10.1	-5.4
Israël <sup>1</sup>	-2.6	-0.3	0.9	-1.2	-3.8	-2.5	-2.1	-5.1	-2.7	-1.6	-4.0	-6.7	-4.8	-4.4
Italie	-0.8	1.3	2.1	0.8	-2.0	-1.5	-1.4	-4.5	-3.4	-1.6	-2.7	-5.4	-4.3	-3.8
Japon	-1.1	0.4	0.6	-0.1	-5.8	-5.4	..	-4.8	-1.3	-2.1	-1.9	-8.8	-8.4	..
Luxembourg	5.7	6.5	8.0	7.5	4.4	4.4	4.5	0.0	1.4	3.7	3.2	-0.8	-0.8	-0.3
Mexique	2.9	2.7	2.1	3.1	0.6	1.3	..	0.4	0.2	-0.5	-2.4	-0.9	-1.5	..
Norvège	17.8	21.1	20.3	21.9	14.2	14.4	17.0	15.0	18.3	17.3	18.8	10.6	11.2	13.7
Nouvelle-Zélande	7.9	8.6	7.5	4.2	1.2	..	..	4.6	5.2	4.4	0.4	-2.5	..	..
Pays-Bas	2.8	3.5	3.4	4.1	-0.7	-0.6	-0.7	-0.3	0.5	0.2	0.5	-5.6	-5.0	-4.4
Pologne	-0.2	0.7	2.5	1.3	-1.8	-2.8	-0.5	-4.1	-3.6	-1.9	-3.7	-7.4	-7.9	-5.0
Portugal	-3.2	-2.0	-0.7	-1.3	-6.9	-6.9	-4.8	-6.5	-4.6	-3.2	-3.7	-10.2	-9.8	-4.4
République slovaque	1.0	-0.2	0.7	1.0	-3.7	-4.6	-2.3	-2.8	-3.2	-1.8	-2.1	-8.0	-7.7	-4.9
République tchèque	3.5	3.5	4.5	3.2	-0.9	-0.6	0.3	-3.2	-2.4	-0.7	-2.2	-5.8	-4.8	-3.2
Royaume-Uni	-1.1	-0.2	-0.4	-1.7	-6.7	-6.7	-5.1	-3.4	-2.7	-2.8	-5.0	-11.4	-10.2	-7.8
Slovénie	2.5	2.8	4.7	3.6	-0.4	-0.7	-0.9	-1.5	-1.4	0.0	-1.9	-6.0	-5.7	-6.4
Suède	5.1	5.3	6.7	5.4	2.5	3.4	3.6	1.9	2.2	3.6	2.2	-1.0	0.0	0.2
Suisse	2.3	3.6	4.1	5.6	4.1	3.7	4.1	-1.1	0.5	1.0	2.0	0.8	0.3	0.5
Turquie	..	4.5	2.6	1.3	-2.8	1.8	..	..	0.8	-1.5	-2.8	-7.0	-2.6	..
Zone euro	0.7	1.9	2.6	1.3	-2.6	-2.3	-1.2	-2.6	-1.4	-0.7	-2.1	-6.4	-6.2	-4.1
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

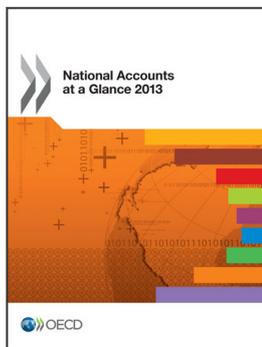
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769892>

Graphique 21.1. Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques  
Pourcentage du PIB, 2010



Note : Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932769189>



Extrait de :  
**National Accounts at a Glance 2013**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/na\\_glance-2013-en](https://doi.org/10.1787/na_glance-2013-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Épargne brute et capacité/besoin de financement des administrations publiques », dans *National Accounts at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/na\\_glance-2013-23-fr](https://doi.org/10.1787/na_glance-2013-23-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).